

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2109

[2008/202261]

**5 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la comptabilité et aux comptes du Centre wallon de Recherches agronomiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques, notamment les articles 10, §§ 1<sup>er</sup> et 3, et 11;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2007;

Vu l'avis n° 44.014/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques;

2<sup>o</sup> Centre : le Centre wallon de Recherches agronomiques créé par l'article 2 du décret;

3<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

4<sup>o</sup> le droit comptable des entreprises : la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises ainsi que ses arrêtés d'application.

**CHAPITRE II. — Tenue de la comptabilité**

**Art. 2.** L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et est clôturé le 31 décembre.

**Art. 3.** Le Centre tient une comptabilité générale selon les règles usuelles et les principes de la comptabilité en partie double, ainsi que, d'une manière simultanée, une comptabilité budgétaire et une comptabilité analytique.

**Art. 4.** La comptabilité générale du Centre couvre l'ensemble de ses opérations, de ses avoirs, droits, dettes, obligations et engagements de toute nature. Elle est tenue sur base d'un plan comptable fondé sur le droit comptable des entreprises et approprié à la nature des activités du Centre. Ce plan comptable est proposé par le Centre et approuvé par le Ministre.

**Art. 5.** La comptabilité budgétaire, qui est tenue en liaison avec la comptabilité générale, doit permettre un suivi permanent de l'exécution du budget du Centre.

**Art. 6.** La comptabilité analytique est un système de comptabilisation auxiliaire à la comptabilité générale, au sein duquel les écritures de produits et charges de la comptabilité générale sont retraitées en vue d'analyser des aspects spécifiques des activités du Centre, de déterminer la formation de son compte des résultats global et de dégager la contribution des différentes activités à ces résultats.

**Art. 7.** La comptabilité analytique peut comprendre trois axes :

1<sup>o</sup> l'axe centres de coûts;

2<sup>o</sup> l'axe projets;

3<sup>o</sup> l'axe secteurs.

L'axe centres de coût est établi sur la base d'une structure analytique qui découpe l'entité comptable en unités administratives selon la structure hiérarchique de celles-ci.

L'axe projets est établi sur la base d'une structure analytique qui découpe le Centre en projets tels que les contrats et les conventions de recherche.

L'axe secteurs est établi sur la base d'une structure analytique qui découpe le Centre en secteurs géographiques, secteurs d'activités, ou départements.

Le choix des axes est déterminé en accord avec le Ministre.

**Art. 8.** Toutes les opérations doivent être inscrites, sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de date dans le grand livre des comptes et dans un ou plusieurs journaux. Ces documents sont tenus et conservés de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures.

**Art. 9.** Les enregistrements font référence et s'appuient sur des pièces justificatives qui sont classées dans l'ordre de leur inscription dans les différents journaux et conservées pendant une période de dix ans.

Pour les travaux, fournitures et services, sont annexés aux factures soit une copie des contrats, soit les bons de commande, soit le procès-verbal d'attribution du marché et de réception. A défaut de procès-verbal, le visa pour réception doit être apposé sur la facture elle-même. Si ces documents sont classés séparément, ils peuvent être retrouvés sur base du système comptable.

Les dépenses pour salaires sont appuyées par les journaux des salaires sur lesquels figurent toutes les données qui justifient ces dépenses.

**Art. 10.** Les charges et les produits sont enregistrés en comptabilité sans considération de la date de leur paiement ou de leur encaissement, dans le respect des principes de spécialisation de l'exercice, de réalisation et de rapprochement des charges et des produits.

Ces principes imposent, notamment, que :

1<sup>o</sup> les produits des prestations, des contrats et des conventions soient comptabilisés au moment de la livraison des biens et des services, lorsque le prix de vente peut être fixé et que les charges correspondantes sont enregistrées, dans la même période, en compte de résultats;

2<sup>o</sup> les produits d'interventions de la Région - dont, en particulier, les subventions de fonctionnement - soient pris en résultats dans la période à laquelle ils se réfèrent et, au plus tôt, au moment de l'octroi définitif;

3<sup>o</sup> les charges liées aux achats de biens et de services soient enregistrées en résultats dans la période de la livraison des biens, de la réception des services et des travaux, sans considération de la date de l'engagement budgétaire.

**Art. 11.** Les engagements de dépenses sont enregistrés en comptabilité budgétaire dans des comptes de la classe "0" qui concerne les droits et engagements hors bilan.

**Art. 12.** Tous les achats d'immobilisations corporelles sont inscrits dans un livre d'inventaire. Les numéros d'inscription font référence à l'année d'acquisition et forment une série continue.

**Art. 13.** Les règles d'évaluation et les dispositions comptables particulières, adaptées à la nature des activités du Centre, sont arrêtées par le Ministre.

#### CHAPITRE III. — *La reddition des comptes*

**Art. 14.** Le Centre procède une fois l'an au moins, avec bonne foi et prudence, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir, à la date du 31 décembre, un inventaire complet de ses avoirs et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature et des moyens propres qui y sont affectés.

Cet inventaire est ordonné de la même manière que les classes de bilan du plan comptable général mentionné à l'article 4. Le bilan est établi après mise en concordance des comptes avec les données de l'inventaire.

**Art. 15.** Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Centre, conformément aux principes du droit comptable des entreprises.

Ils comprennent les documents suivants qui forment un tout :

1. le bilan;
2. le compte de résultats comportant l'ensemble des charges et produits;
3. le tableau des flux de trésorerie;
4. l'annexe qui comprend, notamment :
  - a) un tableau de mutation des actifs immobilisés ventilés par rubrique;
  - b) un tableau justifiant les variations des capitaux permanents;
  - c) la ventilation comparée des rubriques significatives du bilan et du compte de résultats;
  - d) un relevé récapitulatif des droits et engagements hors bilan;
  - e) un résumé des règles d'évaluation et les notes explicatives en cas de dérogation;
  - f) un bilan social;
  - g) un commentaire des principales rubriques des comptes annuels;
  - h) un tableau donnant la réconciliation entre le résultat de la comptabilité générale et celui de la comptabilité budgétaire.

Le bilan, le compte de résultats et le tableau des flux de trésorerie reprennent, à titre de comparaison, les chiffres des deux derniers exercices. Leur présentation adopte des schémas adaptés aux spécificités du Centre, qui s'inspirent des dispositions du droit comptable des entreprises ou de pratiques généralement appliquées.

**Art. 16.** Le compte général comprend les comptes annuels et le compte d'exécution du budget, établi à partir de la comptabilité budgétaire dans la même forme que le budget. Ces comptes sont établis dans le respect de l'article 6, § 3, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 17.** Après leur approbation, les comptes annuels sont publiés sur le site Internet du Centre.

**Art. 18.** Le Centre adresse au Ministre des situations comptables trimestrielles comprenant un état des opérations budgétaires, ainsi qu'une situation bilantaire, un compte de résultats et un tableau des flux de trésorerie arrêtés au 30 juin.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 19.** En cas d'opérations ou de circonstances non traitées par le présent arrêté, le Centre s'inspirera des dispositions du droit comptable des entreprises dans le respect de la réglementation applicable en Région wallonne.

**Art. 20.** L'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques est abrogé.

**Art. 21.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**Art. 22.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juin 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2109

[2008/202261]

#### 5. JUNI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Buchführung und die Rechnungen des "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Wallonisches Zentrum für agronomische Forschung)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen, insbesondere der Artikel 10, §§ 1 und 3, und 11;

Aufgrund des am 17. November 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. Dezember 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. Februar 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. n° 44.014/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret: das Dekret vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen;

2° Zentrum: das durch Artikel 2 des Dekrets gegründete "Centre wallon de recherches agronomiques";

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

4° das Buchhaltungsrecht der Unternehmen: das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen und seine Durchführungserlasse.

#### KAPITEL II — *Führung der Buchhaltung*

**Art. 2** - Das Rechnungsjahr beginnt am 1. Januar und wird am 31. Dezember abgeschlossen.

**Art. 3** - Das Zentrum führt eine allgemeine Buchhaltung gemäß den üblichen Regeln und den Grundsätzen der doppelten Buchhaltung sowie gleichzeitig eine Haushaltsbuchhaltung und eine analytische Buchhaltung.

**Art. 4** - Die allgemeine Buchhaltung des Zentrums deckt die Gesamtheit seiner Geschäfte, seiner Mittel, seiner Rechte, seiner Verbindlichkeiten und seiner Verpflichtungen jeder Art ab. Sie wird auf der Grundlage eines Kontenplans geführt, der auf dem Buchhaltungsrecht der Unternehmen beruht und für die Art der Tätigkeiten des Zentrums geeignet ist. Dieser Kontenplan wird vom Zentrum vorgeschlagen und vom Minister genehmigt.

**Art. 5** - Die Haushaltsbuchhaltung, die in Verbindung mit der allgemeinen Buchhaltung geführt wird, muss eine ständige Aufsicht über die Durchführung des Haushalts des Zentrums möglich machen.

**Art. 6** - Die analytische Buchhaltung ist ein System, das zusätzlich zu der allgemeinen Buchhaltung arbeitet und in dem die Buchungen der allgemeinen Buchhaltung bezüglich der Erträge und der Lasten wieder bearbeitet werden, um die spezifischen Aspekte der Tätigkeiten des Zentrums zu analysieren, die Bildung seiner Gesamtergebnisrechnung zu bestimmen und den Beitrag der verschiedenen Tätigkeiten an diesen Ergebnissen herauszufinden.

**Art. 7** - Die analytische Buchhaltung kann drei Schwerpunkte enthalten:

1° der Schwerpunkt "Kostenzentren";

2° der Schwerpunkt "Projekte";

3° der Schwerpunkt "Sektoren".

Der Schwerpunkt "Kostenzentren" wird auf der Grundlage einer analytischen Struktur erstellt, die das Buchhaltungsgefüge in administrative Einheiten auf der Grundlage ihrer hierarchischen Struktur aufteilt.

Der Schwerpunkt "Projekte" wird auf der Grundlage einer analytischen Struktur erstellt, die das Zentrum in Projekte, wie z.B. die Verträge und die Forschungsvereinbarungen, aufteilt.

Der Schwerpunkt "Sektoren" wird auf der Grundlage einer analytischen Struktur erstellt, die das Zentrum in geographische Bereiche, Tätigkeitssektoren oder Abteilungen aufteilt.

Die Wahl der Schwerpunkte wird im Einvernehmen mit dem Minister bestimmt.

**Art. 8** - Alle Verrichtungen müssen fristlos, richtig und vollständig und in der Reihenfolge ihres Datums in das Hauptbuch der Buchungen und in ein oder mehrere Grundbücher eingetragen werden. Diese Dokumente werden so geführt und gehalten, dass ihre materielle Kontinuität sowie deren Ordnungsgemäßheit und die Unveränderbarkeit der Eintragungen gesichert sind.

**Art. 9** - Die Buchungen beziehen sich und stützen sich auf Belege, die in der Reihenfolge ihrer Eintragung in die verschiedenen Bücher geordnet und während eines Zeitraums von zehn Jahren aufbewahrt werden.

Für die Arbeiten, die Lieferungen von Gütern und die Dienstleistungen werden den Rechnungen entweder eine Kopie der Verträge oder die Bestellscheine oder auch das Protokoll in Bezug auf die Auftragsvergabe und die Abnahme beigefügt. In Ermangelung eines Protokolls muss der Abnahmevermerk direkt auf die Rechnung angebracht werden. Wenn diese Dokumente separat geordnet werden, muss man sie auf der Grundlage des Buchhaltungssystems wiederfinden können.

Die Ausgaben für die Löhne werden durch die Lohnbücher belegt, in denen alle diese Ausgaben begründenden Angaben stehen.

**Art. 10** - Die Lasten und Erträge werden ohne Rücksicht auf das Datum ihrer Auszahlung oder ihrer Einkassierung unter Einhaltung der Grundsätze in Sachen Spezialisierung des Rechnungsjahres, Verwirklichung und Angleichung der Lasten und der Erträge in die Buchhaltung eingetragen.

Wegen dieser Grundsätze ist es u.a. unabdingbar, dass:

1° die Erträge aus den Dienstleistungen, den Verträgen und den Vereinbarungen zum Zeitpunkt der Lieferung der Güter und Dienste verbucht werden, wenn der Verkaufspreis festgesetzt werden kann und wenn die entsprechenden Lasten in demselben Zeitraum in die Ergebnisrechnung eingetragen werden;

2° die mit Beteiligungen der Region verbundenen Einnahmen - u.a. die Funktionszuschüsse - als Ergebnisse in dem Zeitraum, auf den sie sich beziehen, und frühestens zum Zeitpunkt der endgültigen Gewährung verbucht werden;

3° die mit dem Einkauf von Gütern und Dienstleistungen verbundenen Lasten als Ergebnisse in dem Zeitraum der Lieferung der Güter, der Abnahme der Dienstleistungen und Arbeiten verbucht werden, dies ohne Berücksichtigung des Datums der haushaltstechnischen Verbuchung.

**Art. 11** - Die Ausgabenverpflichtungen werden in der Haushaltsbuchhaltung in Rechnungen der Klasse "0", die die Rechte und Verpflichtungen außerhalb der Bilanz betrifft, verbucht.

**Art. 12** - Alle Ankäufe von materiellen Anlagen werden in einem Inventarbuch verbucht. Die Eintragsnummern beziehen sich auf das Erwerbsjahr und bilden eine ununterbrochene Serie.

**Art. 13** - Die Bewertungsregeln und die besonderen Bestimmungen in Sachen Buchhaltung, die der Art der Tätigkeiten des Zentrums angepasst sind, werden vom Minister festgesetzt.

KAPITEL III — *Die Rechnungslegung*

**Art. 14** - Mindestens einmal im Jahr führt das Zentrum die Auflistungs-, Überprüfungs-, Untersuchungs- und Bewertungsverrichtungen durch, die notwendig sind, um am 31. Dezember ein vollständiges Inventar seiner Mittel und Rechte jeder Art, seiner Schulden, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen jeder Art und der dazu bestimmten eigenen Mittel zu erstellen.

Dieses Inventar wird so wie die Klassen der Bilanz des in Artikel 4 erwähnten allgemeinen Kontenplans aufgestellt. Die Bilanz wird nach der Angleichung der Rechnungen mit den Daten des Inventars erstellt.

**Art. 15** - Die Jahresrechnung muss ein genaues Bild des Vermögens, der finanziellen Lage sowie der Ergebnisse des Zentrums gemäß den Grundsätzen des Buchhaltungsrechts der Unternehmen geben.

Sie enthält folgende Dokumente, die ein Ganzes bilden:

1. die Bilanz;
2. die Ergebnisrechnung, die die Gesamtheit der Lasten und Erträge enthält;
3. die Tabelle der Finanzmittelströme;
4. die Anlage, die u.a. das Folgende enthält:
  - a) eine Umschreibungstabelle des nach Rubrik aufgeschlüsselten Anlagevermögens;
  - b) eine die Schwankungen des beständigen Vermögens begründende Tabelle;
  - c) die vergleichende Aufschlüsselung der bedeutsamen Rubriken der Bilanz und der Jahresrechnung;
  - d) eine zusammenfassende Auflistung der Rechte und Verpflichtungen außerhalb der Bilanz;
  - e) eine Zusammenfassung der Bewertungsregeln und ein Erklärungsschreiben im Falle von Abweichungen;
  - f) eine Sozialbilanz;
  - g) ein Kommentar über die hauptsächlichen Rubriken der Jahresrechnung;
  - h) eine Tabelle, die die Angleichung zwischen dem Ergebnis der allgemeinen Buchhaltung und dem Ergebnis der Haushaltsbuchhaltung zeigt.

Die Bilanz, die Ergebnisrechnung und die Tabelle der Finanzmittelströme zeigen die Zahlen der letzten zwei Rechnungsjahre als Vergleich an. Deren Darstellung erfolgt gemäß Schemen, die den Eigenschaften des Zentrums angepasst sind, für die die Bestimmungen des Buchhaltungsrechts der Unternehmen oder allgemein angewandte Methoden als Vorlage dienen.

**Art. 16** - Die allgemeine Rechnung enthält die Jahresrechnung und die Rechnungsaufstellung über die Durchführung des Haushalts, die ab der Haushaltsbuchhaltung in derselben Form wie der Haushalt erstellt wird. Diese Rechnungen werden unter Einhaltung von Artikel 6 § 3 des Gesetzes vom 6. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses erstellt.

**Art. 17** - Nach ihrer Genehmigung wird die Jahresrechnung auf der Webseite des Zentrums veröffentlicht.

**Art. 18** - Das Zentrum übermittelt dem Minister vierteljährliche Zwischenabschlüsse, die eine Auflistung der Haushaltsverrichtungen sowie einen Finanzausweis, eine Ergebnisrechnung und eine Tabelle der am 30. Juni abgeschlossenen Finanzmittelströme enthalten.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 19** - Bei Verrichtungen oder Umständen, die nicht in diesem Erlass berücksichtigt werden, wird das Zentrum die Bestimmungen des Buchhaltungsrechts der Unternehmen unter Einhaltung der in der Wallonischen Region anwendbaren Regelungen als Vorlage nehmen.

**Art. 20** - Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2004 zur Festlegung bestimmter Bestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen wird aufgehoben.

**Art. 21** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

**Art. 22** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Juni 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2109

[2008/202261]

**5 JUNI 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de boekhouding en de rekeningen van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en Evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek, inzonderheid op de artikelen 10, §§ 1 en 3, en 11;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2007;

Gelet op het advies nr. 44.014/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° decreet : het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en Evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek;

2° Centrum : het Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek opgericht bij artikel 2 van het decreet;

3° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

4° het boekhoudrecht van de ondernemingen : de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen alsook haar uitvoeringsbesluiten.

#### HOOFDSTUK II. — *Boekhouding*

**Art. 2.** Het boekjaar vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december.

**Art. 3.** Het Centrum voert een algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels en de principes van het dubbel boekhouden, alsook, gelijktijdig, een begrotingsboekhouding en een analytische boekhouding.

**Art. 4.** De algemene boekhouding van het Centrum omvat al haar verrichtingen, tegoeden, rechten, schulden, verplichtingen en engagementen van welke aard. Ze wordt gevoerd op basis van een boekhoudplan gebaseerd op het boekhoudrecht van de ondernemingen en aangepast aan de aard van de activiteiten van het Centrum. Dit boekhoudplan wordt voorgesteld door het Centrum en goedgekeurd door de Minister.

**Art. 5.** De begrotingsboekhouding, die wordt gevoerd in relatie met de algemene boekhouding, moet een permanente controle mogelijk maken van de voortgang van de uitvoering van de begroting van het Centrum.

**Art. 6.** De analytische boekhouding is een hulpboekhoudsysteem bij de algemene boekhouding, waarbinnen de boekingen van de opbrengsten en de kosten van de algemene boekhouding worden herwerkt teneinde specifieke aspecten van de activiteiten van het Centrum te kunnen analyseren, de samenstelling van zijn globale resultatenrekening te kunnen bepalen en de bijdrage van de verschillende activiteiten tot deze resultaten te kunnen onderscheiden.

**Art. 7.** De analytische boekhouding omvat drie assen :

1° de kostenplaatsas;

2° de projectas;

3° de sectoriële as.

De kostenplaatsas wordt opgesteld op basis van een analytische structuur die de boekhoudkundige entiteit opdeelt in administratieve eenheden volgens hun hiërarchische structuur.

De projectas wordt opgesteld op basis van een analytische structuur die het Centrum opdeelt in projecten zoals de contracten en de onderzoeksovereenkomsten.

De sectoriële as wordt opgesteld op basis van een analytische structuur die het Centrum opdeelt in geografische sectoren, activiteitensectoren, of departementen.

De keuze van de assen wordt bepaald in overeenstemming met de Minister.

**Art. 8.** Alle verrichtingen dienen, zonder uitstel, getrouw en volledig en chronologisch te worden "ingeschreven" in het grootboek van de rekeningen en in een of meer journalen. Die documenten worden op zodanige wijze bijgehouden en bewaard dat de materiële continuïteit ervan, evenals de regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen verzekerd worden.

**Art. 9.** De registraties verwijzen naar en steunen op bewijsstukken die in volgorde van hun inschrijving in de diverse journalen worden geklasseerd en die gedurende een periode van tien jaar worden bewaard.

Voor de werken, leveringen en diensten worden ofwel het afschrift van de contracten, ofwel de bestelbons, ofwel de processen-verbaal van toewijzing van de opdracht en van oplevering bijgehouden. Bij gebrek aan een proces-verbaal, moet de aftekening voor ontvangst op de factuur zelf worden aangebracht. Indien deze documenten apart worden geklasseerd, kunnen ze worden teruggevonden op basis van het boekhoudsysteem.

De uitgaven voor lonen worden gestaafd door de loonjournalen waarop alle gegevens die deze uitgaven rechtvaardigen, worden vermeld.

**Art. 10.** De kosten en de opbrengsten worden geboekt ongeacht de dag waarop ze betaald of geïnd worden, met inachtneming van de principes van specialisatie van de uitoefening, van verwezenlijking en van vergelijking van de lasten en de opbrengsten.

Die principes vereisen, in het bijzonder, dat :

1° de opbrengsten van de dienstverleningen, van de contracten en van de overeenkomsten op het ogenblik van de levering van goederen en diensten worden geboekt, wanneer de verkoopprijs kan worden bepaald en de overeenstemmende lasten op de resultatenrekening, in dezelfde periode, worden geboekt;

2° de opbrengsten van de tegemoetkomingen van het Gewest - w.o. meer bepaald de werkingstoelagen - in resultaat worden genomen in de periode waarop ze betrekking hebben en, ten vroegste, op het ogenblik van de definitieve toekenning;

3° de lasten verbonden aan de aankopen van goederen en dienstverleningen in resultaat worden geboekt in de periode van levering van de goederen, van opleveringen van de dienstverleningen en van de werken, ongeacht de datum van de budgettaire vastlegging.

**Art. 11.** De vastleggingen van uitgaven worden geboekt in de begrotingsboekhouding op rekeningen van klasse "0" die betrekking heeft op de niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen.

**Art. 12.** Alle aankopen van materiële vaste activa worden in het inventarisboek ingeschreven. De inschrijvingsnummers verwijzen naar het jaar van verwerving en vormen een doorlopende reeks.

**Art. 13.** De waarderingsregels en de bijzondere boekhoudkundige bepalingen, aangepast aan de aard van de activiteiten van het Centrum, worden vastgesteld door de Minister.



HOOFDSTUK III. — *Rekening en verantwoording*

**Art. 14.** Het Centrum verricht, omzichtig en te goeder trouw, ten minste eens per jaar de nodige opnemingen, verificaties, onderzoeken en waarderingen om de inventaris per 31 december op te maken van al zijn bezittingen en rechten, schulden en verplichtingen van welke aard ook en van de daartoe bestemde eigen middelen.

Die inventaris wordt opgesteld overeenkomstig de balansklassen van het algemene boekhoudplan bedoeld in artikel 4. De balans wordt opgesteld na overeenstemming met de gegevens uit de inventaris.

**Art. 15.** De jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële situatie en het resultaat van het Centrum, overeenkomstig de regels en de beginselen van het boekhoudkundig recht van de ondernemingen.

Ze omvatten de volgende documenten die een geheel vormen :

1. de balans;
2. de resultatenrekening, bevattende alle kosten en opbrengsten;
3. het kasstroomoverzicht;
4. de bijlage met, met name :
  - a) een overzicht van de verplaatsingen van de vaste activa onderverdeeld per rubriek;
  - b) de rechtvaardigingen van de mutaties van de permanente kapitalen;
  - c) de vergelijkende onderverdeling van de hoofdrubrieken van de balans en van de resultatenrekening;
  - d) een samenvattende opgave van de niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen;
  - e) een samenvatting van de waarderingsregels en de toelichtingen bij afwijking;
  - f) een sociale balans;
  - g) een commentaar van de hoofdrubrieken van de jaarrekeningen;
  - h) een overzicht van de reconciliatie tussen het resultaat van de algemene boekhouding en het resultaat van de begrotingsboekhouding.

De balans, de resultatenrekening en het kasstroomoverzicht vermelden, ter vergelijking, de cijfers van de laatste twee boekjaren. Ze worden gepresenteerd in de vorm van schema's aangepast aan de eisen van het Centrum, die afgeleid zijn van de bepalingen van het boekhoudrecht van de ondernemingen of op algemene toegepaste praktijken.

**Art. 16.** De algemene rekening bestaat uit de jaarrekeningen en de uitvoeringsrekeningen van de begroting, opgesteld op basis van de begrotingsboekhouding in dezelfde vorm als de begroting. Deze rekeningen worden opgemaakt met inachtneming van artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

**Art. 17.** Na goedkeuring worden de jaarrekeningen op de website van het Centrum gepubliceerd.

**Art. 18.** Het Centrum richt aan de Minister driemaandelijks boekhoudkundige situaties met een overzicht van de budgettaire verrichtingen, alsook een financiële toestand, een resultatenrekening en een kasstroomoverzicht op 30 juni.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 19.** Wat betreft de verrichtingen of situaties die in dit besluit niet worden behandeld, laat het Centrum zich leiden door de bepalingen van het boekhoudrecht van de ondernemingen met inachtneming van de regelgeving die van toepassing is in het Waalse Gewest.

**Art. 20.** Artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek en van een Oriëntatie- en Evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek wordt opgeheven.

**Art. 21.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

**Art. 22.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juni 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## MINISTERIE

## VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 2110 (2008 — 1851)

[C — 2008/31337]

29 MEI 2008. — **Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de bijzondere exploitatievoorwaarden van collectieve taxi's.** — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 2008, pagina 29138, dient in de Nederlandse versie de titel vervangen te worden door :

« 29 MEI 2008. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de bijzondere exploitatievoorwaarden van collectieve taxi's ».

Erratum : 2e alinea : gelet op het advies van de Inspecteur op Financiën van 5 maart 2008 moet het woord Financiën vervangen te worden door Finaciën.

## MINISTERE

## DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 2110 (2008 — 1851)

[C — 2008/31337]

29 MAI 2008. — **Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la fixation des conditions particulières d'exploitation des taxis collectifs.** — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 10 juin 2008, page 29138, la publication dans la version française, le titre doit être considéré comme nul et remplacé par :

« 29 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la fixation des conditions particulières d'exploitation des taxis collectifs ».